



Infos Palestine

Bulletin de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine – n°17 – Nov/Dec 2007 – 2 €

Réunion d'Annapolis : quelles suites ?

La réunion d'Annapolis sur le Proche-Orient s'est achevée le 28 novembre dernier. 44 pays et organisations internationales, dont la Ligue arabe, l'Union européenne et les Nations unies y ont participé. Les conclusions de la déclaration commune soulèvent un certain nombre de questions sur les suites du processus de négociation.

Plusieurs organisations de la société civile palestinienne ont regretté, dans une lettre adressée aux parties à la négociation, le manque de cadre légal de ces négociations et ont insisté pour que le droit international y soit véritablement pris en compte : « *les droits fondamentaux des Palestiniens relèvent de l'application du droit international et ne sont pas une monnaie d'échange politique* ». Or la réunion d'Annapolis ainsi que le processus enclenché est intervenu dans un contexte politique difficile « *avec des divisions fortes chez les Palestiniens comme chez les Israéliens qui rendront un accord difficile et virtuellement impossible à appliquer dans le futur proche* », souligne le centre de recherches *International Crisis Group*.

Par ailleurs, le texte de la déclaration commune fait de la « Feuille de route » le document de référence des négociations à venir. Or la phase 1 du document présente comme une obligation l'arrêt de la colonisation, qui n'a jamais été respecté par Israël. Huit jours après la conférence, le gouvernement israélien a annoncé le lancement d'un appel d'offres pour la construction de 307 nouveaux logements dans la colonie de Har Homa, à proximité de Jérusalem. Rappelons que depuis les accords d'Oslo, le nombre de colons israéliens dans les Territoires palestiniens est passé de 100 000 à 460 000.

Autre question : quelle sera la place accordée au Hamas dans les négociations futures, alors que la bande de Gaza, déclarée « entité hostile » par Israël, est coupée du reste du monde depuis presque deux ans ? Dans le quotidien israélien *Haaretz*, plusieurs organisations de la société civile israélienne affirment : « *pas de paix sans un accord à Gaza, pas de paix sans inclure le Hamas dans les négociations* ». Hervé de Charrette le soulignait lui aussi le 14 septembre dans *Le Monde* : « *le principe de réalité doit commander : on ne peut pas faire comme si le Hamas n'existait pas, surtout qu'il a été légitimé par un vote populaire que nous avons exigé et contrôlé* ». Enfin, la réunion d'Annapolis amène à poser de façon cruciale le rôle de l'Union européenne dans la suite des négociations. Pour Leila Shahid, déléguée générale de la Palestine auprès de l'UE : « *les Européens ne doivent pas seulement être sollicités comme bailleurs de fonds. Ils ont un rôle politique à jouer* ». La conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien qui s'est tenue à Paris le lundi 17 décembre est l'occasion pour la France et ses partenaires de revendiquer ce rôle politique. *Oxfam International* note en effet que « *pour que l'aide soit efficace, les bailleurs de fonds doivent conduire Israël à changer sa politique à l'égard des Territoires palestiniens occupés* ».

Mobilisation

Contre l'isolement de la bande de Gaza

Plusieurs ONG palestiniennes et internationales se mobilisent pour mettre fin au siège de la bande de Gaza imposé par Israël depuis janvier 2006. La mobilisation est menée dans les Territoires palestiniens par la Campagne « End the Siege » qui regroupe des représentants de la société civile palestinienne, du monde des affaires, des intellectuels et militants pour les droits de l'Homme. Ils alertent la communauté internationale sur la détérioration des conditions de vie dans la bande de Gaza pour que des pressions soient exercées sur le gouvernement israélien afin qu'il mette un terme à sa politique d'isolement, dont les conséquences sont dramatiques sur la population, entièrement coupée de l'extérieur : en novembre dernier, les blocs opératoires du principal hôpital de Gaza ont dû fermer à cause du manque de gaz anesthésiant; selon l'ONU, le manque de matériel pour l'impression des livres de classe a privé un tiers des élèves des livres nécessaires. Enfin, selon la Banque mondiale, 67% de la population vit avec moins de deux euros par jour.

Face à cet enfermement l'ONG britannique *Christian Aid* et 6 ONG de la bande de Gaza ont pris l'initiative de lancer un appel afin d'alerter l'opinion internationale : « *L'isolement politique, économique et social imposé à la bande de Gaza occupée constitue une violation du droit international et a de graves conséquences pour la paix future, le développement et la sécurité dans cette région.* » affirment les 42 signataires, auxquels s'est jointe la *Plateforme des ONG françaises pour la Palestine*. Ceux-ci soulignent que « *la poursuite de cette politique d'isolement est illégale et ne pourra mener qu'à davantage de souffrance et à éloigner encore plus de la paix l'ensemble de la région* ».

Documentaire sur Jérusalem : la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine a le plaisir d'annoncer la sortie du documentaire "Un Mur à Jérusalem". Ce film de 45 minutes montre que depuis la construction du Mur dans et autour de Jérusalem, la vie quotidienne est devenue extrêmement difficile pour les Palestiniens, qu'ils soient ou non résidents de la ville. Aller travailler, avoir accès aux soins hospitaliers, pouvoir rencontrer sa propre famille, aller prier, tout est devenu problématique, voire impossible. C'est ce que nous expliquent les habitants de Jérusalem qui témoignent dans ce film, qu'ils soient Palestiniens ou Israéliens. Ce documentaire est un projet commun de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et du Secours Catholique-Caritas France en collaboration avec l'ONG israélienne B'Tselem. Il est disponible sur le site Internet www.plateforme-palestine.org

♦ Tramway de Jérusalem :

l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) a décidé en octobre de s'associer à la plainte déposée par l'Association France Palestine Solidarité en annulation du contrat signé entre la municipalité de Jérusalem et les deux entreprises françaises Alstom et Véolia, pour violation du droit international. Ce contrat porte en effet sur la construction et l'exploitation d'un tramway dont une ligne reliera Jérusalem-Ouest à trois colonies israéliennes dans Jérusalem-Est. « *Ce tramway constituera un facteur d'expansion de la colonisation de Jérusalem-Est par l'État d'Israël* » affirme l'OLP qui dénonce « *un acte contraire à la IVème Convention de Genève* ».

Gaza : les deux défis de la société civile

« Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives du 8 janvier 2006, les acteurs de la société civile et la population de la bande de Gaza subissent à la fois les conséquences de l'isolement, des attaques de l'armée israélienne et des confrontations armées interpalestiniennes. Affaiblie et déchirée, la population de Gaza vit aujourd'hui une des périodes les plus dures et les plus insoutenables de son histoire. Cette situation a été encore aggravée par le départ des partenaires opérationnels européens qui ont dû considérablement réduire voire abandonner leurs missions et activités.

Malgré tout, les acteurs de la société civile palestinienne à Gaza continuent d'agir en s'efforçant de relever deux défis : le premier est de renouer le dialogue entre Palestiniens et de retrouver la concorde civile ; le second : tout en poursuivant la mobilisation contre la politique d'occupation israélienne, continuer à mener des programmes de développement apportant des réponses aux besoins de la population. En juillet et août derniers, alors que le monde ne voyait de Gaza que des images de guerre et de violence, l'*Institut Canaan de pédagogie nouvelle* a organisé un programme d'été pour 60 000 enfants avec le concours de 200 associations et centres d'animation à Gaza.

Plus que jamais, pour relever ces deux défis, les acteurs de la société civile palestinienne ont besoin du soutien de leurs partenaires : un soutien responsable et engagé, répondant tout simplement aux droits de l'Homme! ». Anis Gandeel - Consultant en formation et programme de développement.

Annapolis : débat sur la place des Palestiniens d'Israël

La réunion d'Annapolis a entraîné un vif débat au sein de la société israélienne, après la nouvelle exigence posée par Israël aux Palestiniens de reconnaître Israël comme « État juif ». Pour Jeff Halper du *Comité israélien contre les destructions de maisons (ICAHD)* : « Non seulement ceci introduit un nouvel élément dont Israël sait que les Palestiniens ne pourront l'accepter, mais cette demande remet également en cause le statut d'égalité des citoyens palestiniens d'Israël, soit 20% de la population israélienne ». Selon le journal *Haaretz*, la ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, avait déclaré le 18 novembre que « le futur État palestinien est censé constituer une solution nationale pour tous les Palestiniens où qu'ils soient [...] et aussi pour les Arabes d'Israël » écrit le journal. Raleb Majadla, le ministre israélien de la Science, de la Culture et des Sports, a réagi en affirmant que les Palestiniens d'Israël « habitent le pays et ils ont des droits. Ni leur statut de résidents, ni leur statut de citoyens ne sont ouverts à la négociation ».



Clinique mobile dans la bande de Gaza (© Palestinian Medical Relief Society)

Pour en savoir plus

- ◆ « Déclaration israélo-palestinienne lors du sommet d'Annapolis » - Le Monde - 27/11/07 - www.lemonde.fr
- ◆ « A foundation not an afterthought : upholding International Law at Annapolis » - Joint Letter to Negotiating Parties by Palestinian Civil Society organisations - 26/11/07 - www.platforme-palestine.org
- ◆ « Annapolis and After » - International Crisis Group - 20/11/07 - www.platforme-palestine.org
- ◆ « Une Feuille de route à sens unique » - Jeff Halper - Comité israélien contre les destructions de maisons - 28/11/07 - www.platforme-palestine.org
- ◆ « Les Européens doivent jouer un rôle politique » - Entretien avec Leila Shahid - Denis Sieffert - Politis - 7/12/07 - www.platforme-palestine.org
- ◆ « Oxfam International - Palestine : 200 millions de dollars de projets d'aide sont actuellement bloqués » - Oxfam France/Agir Ici - www.oxfamfrance.org - 14/12/07
- ◆ « Appel à mettre fin à l'isolement de la bande de Gaza » - Appel signé par une quarantaine d'associations palestiniennes, israéliennes et internationales dont la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et la Coordination Européennes des Comités pour la Palestine - 30/11/0 - www.platforme-palestine.org
- ◆ Campagne - « End the siege » - www.end-gaza-siege.ps
- ◆ « Oxfam France - Agir ici appelle la France à dénoncer avec force la détérioration de la situation sanitaire dans la bande de Gaza » - Oxfam France/Agir Ici - 22/11/07 - www.oxfamfrance.org
- ◆ « Gaza Strip Humanitarian Fact Sheet » - November 2007 - OCHA/UN - www.ochaopt.org
- ◆ « Tramway de Jérusalem : l'OLP porte plainte contre les entreprises françaises » - Benjamin Barthe - Le Monde - 22/11/07 - www.platforme-palestine.org

PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

14, passage Dubail - 75010 Paris - Tél : 33 1 40 36 41 46

E-mail : pfpalest@club-internet.fr - www.platforme-palestine.org

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un regroupement de 40 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme oeuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens. Le bulletin de la Plateforme est réalisé grâce au soutien du Ministère des Affaires étrangères et du Secours Catholique-Caritas France.

MEMBRES

AITEC, AFPS (Association France-Palestine solidarité), Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), CICUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes), CIMADE, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, CVPR-PO (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient), Enfants du Monde-Droits de l'Homme, Enfants Réfugiés du Monde, Génération Palestine, GREF (Groupement des retraités éducateurs sans frontières), Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix, MRAP, Palestine 33, Pax Christi, Secours Catholique-Caritas France, Terre des Hommes France, UJFP (Union juive française pour la Paix).

MEMBRES OBSERVATEURS

ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), Afran Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Association « P our Jérusalem », Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix - Strasbourg, Coordination Sud, CRID, Francas, Handicap International, Médecins du Monde, MIR (Mouvement International de la Réconciliation), RITIMO, SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), Tiens voilà encore autre chose.

Directeur de publication : Bernard Ravenel
Comité de rédaction : Maxime Guimberteau, Bernard Ravenel, AFPS, CCFD, Cedetim, Cimade, Gref, LDH.